

L'UMQ au Sommet mondial des dirigeants locaux et régionaux **Maires et mairesses de tous les pays, unissez-vous!**

À Rabat, au Maroc, du 1^{er} au 4 octobre, les maires et les mairesses des villes du monde étaient réunis pour, entre autres, célébrer le centenaire du mouvement municipal international. Plus de 3 000 participants représentant des gouvernements locaux et régionaux, des gouvernements nationaux et des représentants officiels multilatéraux se sont déplacés sur le continent africain pour participer au « plus grand rassemblement d'élus locaux et régionaux dans le monde ». Des thématiques comme l'amélioration de la qualité de vie, la gestion de la diversité, la nouvelle gouvernance et la solidarité entre les territoires ont structuré les discussions.



Cyrielle Fleury, Gestionnaire Programme Haiti et Réseaux, FCM International; Jacques Carrière, Directeur des programmes PMDE, FCM International; Martine Painchaud, Directrice des relations internationales, UMQ; Jean Perrault, ex-président de l'UMQ; Heather Schoemaker, Directrice Affaires externes, Metro Vancouver; Sébastien Hamel, Directeur FCM International; Johanne Lalonde, Conseillère aux assises et aux événements, UMQ; Lise Burcher, Conseillère, Ville de Guelph et présidente du Comité permanent des relations internationales, FCM; Pam McConnell, Conseillère, Ville de Toronto (ON); Greg Moore, Maire, Ville de Coquitlam (CB); Tim Kehoe, Directeur adjoint, FCM; Raymond Louie, Conseiller, Ville de Vancouver (CB) et 2^e Vice-président de la FCM.

La délégation de l'UMQ, sous le leadership de son ex-président, M. Jean Perrault, s'est jointe à celle de la Fédération canadienne des municipalités qui est impliquée au niveau de la gouvernance des Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) depuis la fondation de l'organisation en 2004.

Pour M. Perrault, les liens créés lors de ce sommet permettront, d'une part, de faire avancer la vision de la municipalité de demain contenue dans le Livre Blanc et, d'autre part, d'explorer la possibilité d'accueillir ce sommet au Québec en 2019 dans le cadre du centenaire de l'UMQ:



M. Jean Perrault en compagnie de Bertrand Delanoé, maire de Paris.

« Les retombées de cette mission pour l'UMQ sont nombreuses; d'abord ce réseautage international vient renforcer nos efforts pour que les municipalités soient reconnues comme des gouvernements à part entière. Étant donné que toutes les villes du monde sont aux prises avec ce même enjeu de gouvernance, les élus locaux et régionaux trouvent ici des alliés pour porter leur vision bien au-delà de la scène provinciale et fédérale, jusqu'au niveau des Nations Unies. De plus, nous sommes venus à Rabat dans le but d'explorer la possibilité de recevoir le Sommet du CGLU au Québec dans le cadre des célébrations du centenaire de l'UMQ en 2019. Les municipalités de demain profiteront de cette ouverture sur le monde. »

VISION COMMUNE ET CONSENSUS À L'ÉCHELLE MONDIALE

Ce qui marque l'événement, au-delà de la diversité des villes représentées à ce Sommet, c'est la solidité des consensus et la véritable vision commune articulée autour des enjeux qui animent les gouvernements locaux. Ces consensus traversent les frontières et émergent malgré les différences linguistiques et culturelles (au Sommet de Rabat, la traduction simultanée dans les ateliers et les plénières est offerte en 4-5 langues). Ces consensus aussi font écho au Livre Blanc et mettent en lumière le fait que « les tendances mondiales se vivent localement ».

La décentralisation des pouvoirs au niveau local n'est pas accompagnée de mécanismes de financement adéquat

Les participants ont été nombreux à dénoncer la dépendance législative et financière des autorités locales face aux gouvernements nationaux et le peu de reconnaissance du rôle des villes, notamment en matière de diplomatie et de sécurité civile. À cet effet, le CGLU est porteur d'un grand principe : les gouvernements locaux doivent devenir un partenaire reconnu du système des Nations Unies afin de donner « la possibilité aux autorités locales et régionales d'avoir la place adéquate dans la prise de décision au niveau international ».



De plus, les participants ont entamé des discussions en vue de créer, au sein du CGLU, un groupe de réponse rapide aux crises et aux catastrophes par les gouvernements locaux pour les gouvernements locaux. La volonté étant de mettre les élus locaux au cœur des résolutions de crise. Du même souffle, ils ont exprimé la volonté de créer un Prix mondial de la paix reconnaissant la diplomatie des villes. Ces propositions évolueront au cours des prochains mois au sein des instances décisionnelles de l'organisme.

Le déficit du nombre de femmes au niveau de la démocratie locale

Le déficit marqué du nombre de femmes élues au niveau local a fait l'objet de nombreuses discussions à Rabat. Pam McConnell, conseillère municipale de Toronto, a placé la question de l'égalité des genres sur la scène municipale canadienne et internationale au cœur de son engagement politique. « La clé, dit-elle, c'est que les femmes deviennent des candidates aux élections locales. Ensuite, il faut leur enseigner comment se faire élire. »



La Commission Permanente de CGLU pour l'Égalité des Genres, présidée par Anne Hidalgo (au centre), Adjointe au Maire de Paris et Co-présidente de CGLU

Histoire du mouvement municipal international

1913-1950 Un début difficile

Le mouvement municipal international commence par la création de l'Union Internationale des Villes en 1913 lors de l'Exposition Mondiale à Gand et, plus précisément, avec la décision de maintenir, de manière permanente, les relations entre municipalités de tous les coins du monde afin de mieux servir les citoyens. Pendant la période entre-guerres, le mouvement ne progresse pas beaucoup, cependant à la fin de la deuxième guerre mondiale et dans l'objectif d'établir une paix permanente, les municipalités relancent leur coopération et créent des nouveaux liens qui supplantent les conflits des gouvernements nationaux.

1951-1991 Nouveaux acteurs et extension du mouvement

Après 1950, le mouvement se diversifie grâce à la création des nouvelles organisations, associations et unions qui commencent à travailler sur des thèmes spécialisés. Le Monde Bilingue, La Fédération Mondiale des Villes Jumelées (plus tard Fédération Mondiale des Cités Unies), l'Union Internationales des Maires et le Public Administration Clearing House aux États-Unis, parmi beaucoup d'autres, visent à renforcer les liens de travail entre les autorités locales. La croissance du mouvement en dehors de l'Europe et de l'Amérique du Nord marque une étape importante : les réseaux d'autorités locales s'élargissent en créant des sections régionales, notamment en Afrique et en Asie, et lancent des projets de coopération internationaux.

1992-2003 Les acteurs locaux sur la scène internationale

La création du G4, du G4+ et de l'AMWAL promeut la coordination entre les acteurs locaux et leurs organisations liées aux activités et aux types d'adhésion, avec pour résultat une reconnaissance accrue de l'efficacité du niveau local dans la coopération pour le développement et la politique internationale. Cette coordination temporaire entre acteurs se dirige vers un projet de collaboration permanente qui établit une voix unifiée des autorités locales et régionales du monde entier sur la scène internationale. À la fin de cette période, le projet se concrétise.

2004-Présent

Les autorités locales et régionales s'unissent. La fusion des deux plus grandes organisations d'autorités locales, l'International Union of Local Authorities et la Fédération Mondiale des Cités Unies, avec le soutien de l'organisation métropolitaine, METROPOLIS, marque un jalon dans le mouvement municipal international. L'organisation mondiale Cités et Gouvernements Locaux Unis défend les autorités locales et régionales du monde entier afin d'augmenter leur rôle et leur influence sur la scène internationale. Elle vise également à devenir la source principale d'information sur les bonnes pratiques locales et à promouvoir la gouvernance locale démocratique, efficace et innovatrice.

Source : CGLU

C'est avec la même passion qu'Anne Hidalgo, Première adjointe au Maire de Paris, candidate à la Mairie de Paris et Présidente de la Commission permanente de CGLU sur l'Égalité des Genres, a défendu cet enjeu à Rabat: «Les femmes ne sont pas un thème, elles sont la moitié de la population. Et les questions portées par les femmes sont des questions politiques qui ne concernent pas que les femmes».

Les gouvernements locaux doivent partager leurs expériences et leur savoir-faire sur la scène mondiale.

Devant cette communauté d'intérêts et cette vision commune de la démocratie locale, les leaders municipaux du monde entier sont conscients de l'importance de trouver des solutions novatrices et de mettre en place, dans leurs communautés, les meilleures pratiques. La collaboration internationale dans une perspective d'apprentissage et d'échanges devient ainsi incontournable.

«Nous devons développer la capacité de tirer des leçons de nos erreurs et de nos succès respectifs. Nous avons besoin de parfaire notre apprentissage en fonction de ce qui se passe ailleurs dans le monde», a déclaré Greg Moore, maire de Port Coquitlam, en Colombie Britannique.

Richard Kemp, conseiller municipal de Liverpool, en Grande-Bretagne, va encore plus loin: «Beaucoup de gens supposent que le travail de maire ou de conseiller sera très différent dans des endroits aussi distincts que le Royaume-Uni, les États-Unis, le Canada et l'Australie. Ils pourraient penser que la diversité sera encore plus grande si l'on prend aussi en

Des villes intelligentes... quoi faire en priorité ?

Lors d'un atelier sur les villes intelligentes, la question suivante a été posée aux maires et aux mairesses participant au panel:

«Avec les nouvelles technologies à votre disposition, que feriez-vous rapidement en priorité?»

La présidente de l'Association des Municipalités Néerlandaises (VNG) a répondu: «Ce qui m'inquiète dans ma ville, c'est la solitude. C'est un problème de taille. Je voudrais mettre à profit les nouvelles technologies afin de rendre les gens moins seuls et plus heureux. Cela aurait, à son tour, une incidence sur les coûts liés aux soins de santé.»



M^{me} Annemarie Jorritsma-Lebbink, Maire de Almere, Pays-Bas



compte d'autres pays dotés d'administrations locales démocratiques, par exemple en Afrique ou en Asie. Bien que les cultures, les législations et les problèmes varient, les principes fondamentaux qui sous-tendent

notre mandat et notre approche, eux, sont plus semblables que dissemblables.»

Le prochain rendez-vous mondial des élus locaux et régionaux aura lieu dans une ville qui se targue de «renverser les paradigmes»: en 2016, c'est la ville de Bogota en Colombie qui accueillera le Sommet du CGLU.

Hasta pronto Bogota!



International Festival for Business 2014

La ville de Liverpool en Grande Bretagne voit grand! Pendant 50 jours, l'été prochain, elle propose un *International Festival for Business* et prend l'engagement de livrer:

- une occasion de développement économique sans précédent;
- plus de 100 événements tout au long des mois de juin et de juillet 2014;
- un auditoire de gens d'affaires engagés, composé de 250 000 professionnels provenant de plus de 125 pays;
- un catalyseur visant à doubler les exportations du Royaume-Uni d'ici 2020.

Parmi les sept thèmes qui structurent l'événement, un est spécifiquement consacré aux villes en tant que moteur de développement économique:

Villes, entreprises et affaires urbaines (semaine du 16 juin 2014)

Les villes sont des moteurs de croissance qui joueront un rôle essentiel dans la reprise économique mondiale. On se penchera sur les défis que doivent relever les dirigeants municipaux et les chefs d'entreprise afin que leur ville, leur région et leur pays se démarquent sur les plans de l'emploi, des échanges commerciaux et de l'innovation.

Pour plus d'information: IFB2014.com

